

Procès-Verbal du Bureau syndical

Séance du 22 mai 2018

Le vingt-deux mai deux mille dix-huit, à 15h00, le Bureau syndical, dûment convoqué le seize mai deux mille dix-huit, s'est réuni, 2 rue Jean Lantier, 75001 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de membres du Bureau en exercice : 13

Nombre de membres du Bureau présents ou représentés : 11

Étaient présent.es :

Mme Catherine Baratti-Elbaz, Mme Catherine Bruneau, M. Christophe Najdovski, M. Yann Wehring, M. Thierry-Michel Isoard, M. Samuel Besnard, M. Jean-Luc Millard, M. Patrice Pattée, M. Xavier Caron, M. Jean-Paul Mordefroid.

Excusé.e. s ayant donné pouvoir :

M. Patrick Ollier à Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Étaient Excusés :

M. Christophe Bernier, M. Bruno Helin.

Assistaient également à la séance :

Mme Véronique Haché, directrice du Syndicat, Mmes Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, MM. Malik Salemkour, directeur juridique, des finances et de la commande publique, Olivier Bonnefoy, directeur des services techniques, Pierre Rapeau, responsable des instances.

Ordre du jour :

1. Délibération
 - Modification du tableau des emplois permanents
2. Points d'information sur le service public Vélib'
 - Plan d'actions Vélib' (avancement du déploiement et utilisation du service Vélib')
 - Mesures de dédommagement pour les abonnés Vélib'
 - Récupération des vélos sur l'espace public
3. Points d'information sur le service public Autolib'

La Présidente a ouvert la séance à 15h00 après avoir constaté que la condition de quorum était remplie.

Monsieur M. Thierry-Michel Isoard est désigné secrétaire de séance.

1. Modification du tableau des emplois permanents (délibération 2018 11)

La Présidente donne la parole à Mme Fabienne Puig.

Mme Fabienne Puig (directrice de l'administration générale et des ressources humaines) explique qu'afin de garantir le bon fonctionnement du Syndicat en raison de la montée en charge de travail, il est nécessaire de renforcer certaines directions en créant 1 poste en catégorie C pour la direction de l'administration générale et des ressources humaines, 2 postes pour la direction de la communication et du marketing, 1 en catégorie A ou B et 1 en catégorie C et 1 poste en catégorie A de directeur·rice des études, de la stratégie et de l'appui territorial.

De plus, à la suite de la réussite au concours de rédacteur d'un agent de catégorie C et compte tenu des fonctions qu'il exerce, il est proposé de créer un poste de rédacteur catégorie B.

Par ailleurs, il est proposé, après l'avis favorable du 6 mars 2018 rendu par le Comité technique placé auprès du CIG de la petite couronne, la suppression de 2 emplois d'ingénieurs non pourvus.

Considérant les besoins spécifiques et les compétences requises pour le bon fonctionnement du Syndicat, dans le cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les emplois créés pourront être pourvus par des contractuels.

Emplois non pourvus supprimés	Nbre
Ingénieurs	2

Tableau des emplois au 31/05/2017

Cadre d'emplois	Catégorie	Nombre
Attaché	A	5
Rédacteur	B	3
Adjoint administratif	C	5
Ingénieur en chef	A	4
Ingénieur	A	7
Adjoint technique	C	1
Total		25

Nouveau tableau des emplois permanents

Cadre d'emplois	Catégorie	Nombre
Attaché	A	5
Rédacteur	B	3
Adjoint administratif	C	5
Ingénieur en chef	A	4
Ingénieur	A	5
Adjoint technique	C	1
Attaché	A	1
Attaché ou Rédacteur	A ou B	1
Rédacteur	B	1
Adjoint administratif	C	2
Total		28

La Présidente s'enquiert d'éventuelles questions. En l'absence, elle soumet au vote la délibération 2018 11 relative à la modification du tableau des emplois permanents.

Le Bureau syndical, après en avoir délibéré,

APPROUVE à l'unanimité, la suppression des 2 emplois d'ingénieurs et la création des cinq emplois suivants :

Emplois créés	Nbre	Cadre d'emplois
Directeur.rice des études, de la stratégie et de l'appui territorial	1	Cadre d'emplois des Attachés
Responsable communication	1	Cadre d'emplois des Attachés ou des Rédacteurs
Comptable	1	Cadre d'emplois des Rédacteurs
Référent.e logistique et assistante administration générale et RH	1	Cadre d'emplois des Adjoints administratifs
Assistant.e communication	1	

AUTORISE à l'unanimité, dans le cas de recrutement infructueux de fonctionnaire et au regard de l'urgence des besoins, que les emplois créés pourront être exercés par des contractuels et dans les conditions fixées à l'article 3-2 et 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

FIXE à l'unanimité, le tableau des emplois permanents du Syndicat comme suit :

Cadre d'emplois/Grade	Emplois	Nombre
Attaché		5
Rédacteur		3
Adjoint administratif		5
Ingénieur en chef		4
Ingénieur		5
Adjoint technique		1
Cadre d'emplois des Adjoints administratifs	Assistant.e communication	1
Cadre d'emplois des Attachés ou des Rédacteurs	Responsable communication	1
Cadre d'emplois des Attachés	Directeur.rice des études, de la stratégie et de l'appui territorial	1
Cadre d'emplois des Adjoints administratifs	Référent.e logistique et assistante administration générale et RH	1
Cadre d'emplois des Rédacteurs	Comptable	1
	Total des emplois	28

DIT que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

2. Points d'information sur le service public Velib'

2.1- Plan d'actions Vélib' (avancement du déploiement et utilisation du service Vélib') –

La Présidente donne la parole à M. Olivier Bonnefoy.

M. Olivier Bonnefoy (directeur des services techniques) présente le plan de redémarrage mis en place depuis le 11 mai jusqu'à fin juin, à la suite des objectifs atteints du plan d'urgence.

Au 20 mai :

- Stations :
 - o 856 stations sont posées dont 95 hors Paris, sur 30 communes et 605 sur Paris
 - o 101 stations sont en travaux dans 30 villes (dont 8 nouvelles) et doivent ouvrir prochainement
 - o 111 sont programmables
 - o 79 sont en études
- Vélos :
 - o 3 000 vélos sont en circulations et opérationnels
 - o Les VAE sont suspendus
 - o Park+ est suspendu

Le plan de redémarrage consiste à simplifier le service afin de concentrer les efforts sur son amélioration. Une communication est effectuée aux usagers à travers des courriels et des articles sur le blog Velib' Métropole. Une conférence de presse a eu lieu le 18 mai.

La grève a été déclarée illicite par le Tribunal de Grande Instance : le dialogue entre Smovengo et les grévistes se poursuit avec une reprise progressive du travail.

Les locations reprennent à la hausse et le taux d'échec diminue lors de la prise d'un vélo en station. Près de 100 % des appels au CRC sont traités ainsi que l'essentiel des formulaires et des plaintes en attente.

Au 17 mai, la part de stations électrifiées sur Paris atteint 56% et sur l'ensemble de la métropole 53%. 98 stations dans Paris et 50 hors-Paris sont en attente de mise en service.

Il rappelle la tenue d'une réunion entre la Métropole du Grand Paris, Enedis, Smovengo et le Syndicat le 12 mai. Un courrier a été envoyé aux mairies adhérentes au service Velib' par M. Ollier demandant des arrêtés d'autorisation de travaux souples. Le Syndicat a informé par courrier les maires possédants ou en attente de station de l'état d'avancement du déploiement sur leur territoire.

La Présidente précise que SMOVENGO a ouvert son système au service dédié à la Ville de Paris. Elle donne la parole au Bureau syndical.

M. Thierry-Michel Isoard questionne à propos de l'ouverture de nouvelles stations, en particulier hors Paris.

M. Patrick Pattée s'interroge sur la recherche par Smovengo d'un nouveau prestataire en parallèle de Colas pour accélérer le déploiement des stations.

M. Olivier Bonnefoy indique que les mises en service n'ont lieu que si les stations sont électrifiées. A ce jour, en raison d'un différend entre Smovengo et Colas qui dure depuis 6 semaines, seules les stations déjà débutées sont en travaux. Une médiation entre les acteurs est menée par le SMAVM et la mission d'appui de la ville de Paris. Une 3^e réunion aura lieu cette semaine afin de conclure ce litige.

Mme Christine Bruneau estime que Smovengo est immature dans la gestion du marché.

M. Jean-Paul Mordefroid souhaite savoir si Smovengo a identifié l'origine des dysfonctionnements du service.

M. Thierry-Michel Isoard s'interroge sur la gestion de la crise en interne du groupement Smovengo entre les différents interlocuteurs qui peuvent être concurrents sur d'autres marchés.

M. Olivier Bonnefoy indique que la plupart des problèmes proviennent des bornettes. Ce travail d'identification des problèmes est encore en cours à ce jour. Pour le système informatique, Smovengo a fait appel à un prestataire qui a confirmé que le système était fiable et sans incohérence globale mais nécessitait la résolution des différentes erreurs.

La Présidente précise qu'à ce jour, on assiste encore à une gestion des dysfonctionnements avec des « sparadraps » par Smovengo en attendant une identification de leurs origines. Les différents acteurs du groupement ont mis un certain temps avant de communiquer entre eux et avec le Syndicat sur les difficultés rencontrées.

M. Xavier Caron indique qu'afin d'atteindre l'objectif visé par Smovengo en conférence de presse de 800 stations en service et électrifiées fin juin, il serait nécessaire d'électrifier près de 50 stations par semaine ce qui demanderait une mobilisation constante des équipes d'Enedys. Il estime que le Bureau ne doit pas cautionner par son silence les chiffres et prévisions fantaisistes de Smovengo.

M. Patrice Pattée approuve.

La Présidente rappelle que Smovengo a été auditionné plusieurs fois, face aux équipes techniques du Syndicat, de la ville de Paris et de la MGP et également face aux élus du Comité syndical lors de la séance du 18 décembre.

Concernant la grève en cours touchant le service Velib', elle précise que ce sont les équipes de nuit qui se sont mis en grève sans aucun dépôt de grève ou préavis, sans délégué de personnel et avec des caillassages des véhicules de service Smovengo. Elle insiste sur le fait qu'aucun intérimaire n'a été recruté afin de remplacer les grévistes.

Mme Véronique Haché, directrice du Syndicat, rappelle que la régulation des vélos la nuit a été un point positif lors du choix du prestataire pour des raisons écologiques, permettant d'éviter les embouteillages et d'être plus efficace.

M. Jean-Paul Mordefroid questionne sur le rôle de l'intervenante de la Mairie de Paris au Syndicat : Marie-Hélène Borie.

La Présidente indique que sa formation de technicienne et d'ingénieur permet de renforcer l'équipe du Syndicat afin de manager les équipes de Smovengo.

Enfin, **la Présidente** renouvelle son souhait d'un service Velib' totalement fonctionnel, le plus rapidement possible.

2.2- Mesures compensatoires exceptionnelles sur les tarifs généraux du service public Velib'

La Présidente donne la parole à M. Malik Salemkour.

M. Malik Salemkour (directeur juridique des finances et de la commande publique) présente aux membres le projet de délibération sur les mesures compensatoires exceptionnelles sur les tarifs Velib' qui sera inscrit à l'ordre du jour du Comité syndical du 31/05/2018 pour approbation. Il serait proposé d'une part de permettre de rembourser ou ne pas facturer les abonnements pour les mois de janvier à mai inclus sur leur demande, et d'autre part de rembourser ou de ne pas facturer les locations inférieures et supérieures à 30 mn pour les mois de janvier à mai 2018. Il indique du fait des difficultés de vérification du service fait et notamment de la définition des fins de course, les locations ont été écrêtées de janvier à avril et n'ont pas fait l'objet de facturation. Du fait des difficultés persistantes, il serait proposé d'étendre cette mesure au mois de mai.

En termes financiers, il précise que dans l'hypothèse où la totalité des abonnés demandaient leur remboursement de leurs abonnements de janvier à mai (150 000 abonnés environ), la somme à rembourser par le Syndicat serait de 2 millions d'euros. A ce jour, 60 000 abonnés ont fait une première demande pour un montant estimé à 700 000 euros, en signalant qu'il s'agit essentiellement des abonnés Velib' 1 ayant souscrit un abonnement en 2017 courant sur 2018,

Pour les locations inférieures à 30 mn facturées ou à facturer de janvier à mai inclus, le montant total serait de l'ordre de 100 000 euros.

La Présidente propose aux membres du Bureau syndical de faire deux délibérations. L'une concernant le remboursement des locations et l'autre concernant le remboursement des abonnements sur demande.

2.3- Récupération des vélos sur l'espace public

La Présidente donne la parole à M. Olivier Bonnefoy.

M. Olivier Bonnefoy indique qu'afin d'éviter les stations sur batterie hors service, ces dernières sont gérées quotidiennement si elles sont déjà en service : les batteries sont changées au plus tous les 2 jours. Le nombre de batterie réduit de jour en jour, au fur et à mesure des ouvertures des stations directement sur le réseau électrique. L'objectif du rythme de retrait et d'injection des vélos est atteint par les équipes de Smovengo afin de ne pas avoir de vélos bloqués. Un important travail de régulation est effectué par les équipes de Smovengo.

3. Points d'information sur le service public Autolib'

La Présidente donne la parole à M. Olivier Bonnefoy.

M. Olivier Bonnefoy indique que le nombre d'abonnés Autolib' augmente au total sur un an (d'avril 2017 à avril 2018) de 10,2% pour atteindre 153 542 usagers. Cependant, le nombre d'abonnés « 1 an » baisse de 5,7% pour atteindre 101 174 usagers et ceux « Prêt à rouler » augmentent de 78%, 52 278 usagers.

Le nombre de locations par jour en moyenne en avril était de 13 975 en 2017 et est de 11 443 en 2018, soit une baisse de 11%. Les abonnés « 1 an » louent 5,7% de moins en avril 2018 par rapport à avril 2017 et les « Prêts à rouler » 17,7% de plus.

A ce jour, 1110 stations sont en service.

Le Syndicat agit à travers différentes actions :

- Le démontage des stations incendiées à plusieurs reprises
- L'optimisation des stations en parking
- Le démontage des espaces d'abonnement sous utilisés et dégradés

De plus, une réflexion est en cours concernant l'optimisation du maillage (en particulier, Drancy et Nanterre). Une communication s'effectue auprès des riverains sur la borne de location et sur les stations et un courriel est envoyé aux abonnés « 1 an ».

La Présidente indique qu'elle a commencé à écrire aux maires à propos des stations non rentables sur leur territoire.

M. Samuel Besnard précise que la notion de rentabilité des stations nécessite des précisions. Sur son territoire, une station est fermée depuis 24 mois et peut donc être perçue comme non rentable.

Il est aussi normal d'avoir des stations non rentables dans le cas d'un maillage pertinent du territoire des stations Autolib'.

La Présidente donne la parole à M. Malik Salemkour, à propos de la réunion qui a eu lieu avec le SIPPEREC.

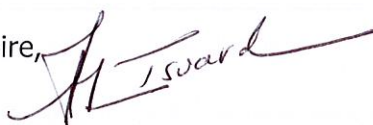
M. Malik Salemkour rappelle que cette étude a été autorisée par le comité syndical via un groupement de commande avec le Syndicat Sipperec. Le premier rendu a pour objet de présenter les conclusions du diagnostic de l'infrastructure de recharge publique en Ile de France et de préparer l'étude sur les positionnements possibles du SIPPEREC et du Syndicat sur la recharge publique sur territoire.

Dans le cadre du traitement des stations non rentables du service Autolib', il pourrait être proposé de transformer les bornes existantes (dont celles dans les parkings) en borne de recharges seules.

A ce jour, 6393 points de recharges pour véhicules en Ile-de-France sont associés à un service d'autopartage (Autolib' ou Clem). Autolib' a été le premier service à mailler l'Ile de France sur Paris et sa petite couronne.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente met fin à la séance à 17h30.

Le secrétaire,



Thierry-Michel Isoard



La Présidente,



Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

